

- mieux sensibiliser sa population aux avantages de la déréglementation et élargir le débat public sur cette question.

Ces propositions répondent aux deux problèmes les plus souvent rencontrés par les Canadiens qui mènent des affaires au Japon, soit la faible transparence des réglementations et les coûts intérieurs élevés. La correction de ces problèmes faciliterait considérablement le commerce et éviterait de futurs problèmes commerciaux.

Nous espérons que le gouvernement et le secteur privé japonais exerceront le leadership requis pour surmonter l'opposition et pour appliquer une véritable réforme.

Les mesures que le Japon a annoncées en mars dernier dans son *Programme d'action pour la déréglementation* constituaient un point de départ. Certaines de nos préoccupations touchant le secteur du logement et des matériaux de construction ont été prises en compte. Mais les mesures n'allaient pas assez loin; elles étaient loin de répondre aux attentes internationales ou nationales.

Le *Programme d'action* a négligé de fournir une approche cohérente de l'élimination des restrictions à la pénétration du marché et à la concurrence par les prix, surtout dans des secteurs fortement réglementés comme l'agriculture, la propriété des terres, le logement, le transport et la distribution au détail – qui ont un impact considérable sur l'ensemble de l'économie nationale.

Étant donné la nature réactive du *Programme d'action*, les pressions internationales constitueront probablement une forte incitation au changement. Mais ce sont les milieux d'affaires japonais qui ont le rôle le plus important à jouer dans ce processus permanent. Je vous incite à continuer à réclamer la mise en application d'un programme d'action efficace et de vaste portée.

C'est là le défi que je vous lance aujourd'hui.

*Domo arigato gozaimasita!* (Je vous remercie.)